

L'EUROPE ET LES EUROPEENS SOUS LA DOMINATION DE L'ALLEMAGNE NAZIE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

□ biblio. :

- Yves Durand, *Le Nouvel Ordre européen nazi. La collaboration dans l'Europe allemande (1938-1945)*, Complexe, 1990, 341 p.

- Gordon Wright, *L'Europe en guerre*, Coll. U, 1971

□ maître en 1942 de la plus grande partie de l'Europe, Hitler essaie d'appliquer à celle-ci les principes de l'"ordre nouveau", tels qu'il les a lui-même définis dans *Mein Kampf*. Cet O.N. est promis pour 1 000 ans.

□ et en 1943, il dit : "Toute cette camelote de petits états qui existent toujours en E. doit être liquidée aussi vite que possible. Le but de notre combat est d'unifier l'E. Seuls les All. sont capables d'org. vraiment l'E."

⇒ une "Europe nouvelle" (cf. la Grande Asie orientale, mais l'All. est en plein centre de l'Europe, alors que le Japon est fort éloigné de ses conquêtes)

□ « sur-emploi » du mot « Europe »

□ Les conquêtes all. sont la manif. d'un impérialisme, mais elles s'ordonnent en un système dont la théorie raciste de H. est la clé : l'Eur. nouv. doit être dominée par le Grand Reich all. (cf. le *Dai Nippon*), peuplé par la race sup. Cf. notion de Lebensraum

□ bien sûr, H. pas seul responsable : Ribbentrop (Affaires étrangères), Goering (dir. de l'éco. du Reich), Rosenberg (théoricien du parti et resp. administrat. territ. occupés à l'Est), Heinrich Himmler, Goebbels, chefs de la Wehrmacht, etc. Cf. procès de Nuremberg.

⇒ un "polycentrisme", un organisme polynucléaire. Cf. dans le libellé "l'All. nazie" et non « **l'All. hitlérienne** », qui n'est pas une autocratie pyramidale, hiérarchisée, où Hitler trancherait de tout sans partage

⇒ des noyaux de pouvoir, avec des chevauchements

□ ttefois, l'application n'est pas systématique ⇒ une ébauche de l'ordre à venir, à cause de :

- équilibres pragmatiques à maintenir

- exigences du conflit : dans quelle mesure l'effort de guerre et réorganisation européenne ont-ils coexisté ?

⇒ une "constellation fasciste" europ., mais incomplètement organisée

- 2 types de comportements favorables, la collaboration (cf. Pétain) et le collaborationnisme (cf. Quisling). Entre les deux, variantes et cas intermédiaires, à ne pas réduire à l'un ou l'autre des "modèles". Bien entendu, tous sont manipulés
- et si elle bénéficie de "collab." All. nazie se heurte à des résistances de plus en plus vives
 - ⇒ problème de la durée et de l'évolution, évidemment difficile à traiter sans documents (on n'en aura ici qu'une amorce)

1. LA REORGANISATION DU CONTINENT "EUROPE NOUVELLE" DES NAZIS

- pratiquement toute Eur. occid., sauf les neutres (Portugal, Esp., Suisse, Suède, Turquie), mais ceux-ci subissent le poids de l'hégémonie quand même :
 - Franco envoie la "division Azul" en URSS
 - statut de neutralité de la Suisse ne gêne pas l'All.
 - complaisance Suisse et Suède
- provisoire, elle devait être parachevée à la victoire.
 - ou deux provisoires successifs :
 - * le temps de la préparation de la guerre à l'Est
 - * avant la victoire dans la guerre "totale"
 - ⇒ Suivant son penchant naturel à l'improvisation, H. assigne à chaque territoire nouvellement occupé le statut temporaire qui risquait le - de gêner la poursuite de la guerre.
- Ce statut variait de l'annexion pure et simple au Reich à la tutelle indirecte camouflée sous une autonomie apparente, en passant par un système direct d'adm. civile ou milit. Des structures d'occupation, pas du tout monolithiques et pas TB organisées
- Ainsi l'E. des nazis prit l'aspect d'un manteau d'Arlequin (cf. cartes), un expédient pragmatique **plutôt qu'une œuvre de planif. méthodique**

1°) La "Grande Allemagne" ("Grand Reich allemand")

- territ. considérés c. All. à cause de la langue et de raisons hist.
- All. de 1919 plus :
 - Autriche (Anschluss de 1938, d'abord Ostmark, puis div. en *Gaue*. Des nazis autrichiens sont promus à des postes imp. à l'étranger, comme Seyss-Inquart aux Pays-Bas)
 - Sudètes (1938). Des nazis sont promus à des postes imp. à l'étranger, comme Karl-Hermann Frank
 - Memel
 - Pologne occ. plus Dantzig (= anc. "couloir de D.", converti en 2 prov. : Wartheland et Dantzig - Pr. or. ; Silésie polo. annexée à la Silésie all.)
 - partie N de la partie de la Polo. annexée par l'URSS en sept. 1939 (prov. de Białyystok)
 - Silésie

- AL

- Slovénie du N et Styrie

- Eupen et Malmédy, Lux.

□ H. a même songé aux pays baltes et à la Vénétie julienne av. Trieste, mais la décision quant à ces incorporations au Reich fut remise à l'après-guerre

□ près de 100.M.hab

□ intense effort de germanisation (voir plus loin)

2°) Les pays alliés et d'administration indirecte

□ facade plus ou moins fictive d'auto nationale

□ Italie :

- A annexé Slovénie du Sud, une partie de la Dalmatie, "protège" Montenegro

- devient un allié de plus en plus inf., X passé de pays à la tête d'une "Internationale fasciste" et doté d'un impérialisme danubien

- = résultats d'échecs lamentables

- ⇒ une subordination de plus en plus accentuée

□ France ("zone libre" : jamais >>> alliance).

- Erreur initiale et fondamentale sur la nature et la durée de la guerre, et donc de l'occupation, est à l'origine de la position adoptée par Pétain et de sa politique : espoirs non dans un simple armistice mais dans la paix future, négociée avec un vainqueur reconnu comme tel et pour longtemps. ⇒ recherche rapide de ce qui sera Montoire et ses suites, ce que montre bien les archives fr. et all.

- Mais cette erreur elle-même s'explique aussi par les conceptions politiques globales du Maréchal et de son entourage de juin 1940.

- recherche de la collab. et réforme intérieure de l'État et de la soc. vont de pair dans l'esprit de P. et des dirigeants de Vichy

- L'armistice s'avère très vite un piège, dès lors qu'il cesse, comme l'avaient cru par erreur en juin 1940 ses signataires fr., d'être provisoire

- à l'automne 1940, sortir de l'armistice pour entrer dans la collab. s'impose aux yeux des dirigeants fr. c. le seul moyen de préserver l'unité de la F. et les intérêts fr., dans le cadre de ce nouvel ordre européen auquel ils adhèrent explicitement parce qu'ils le croient irréversible

- et cette stratégie (naïve) est bien plus utile aux nazis que l'attitude d'un Quisling

- d'autant plus que les All. n'ont nullement envie d'une collab. totale, à long terme, avec les Français, qu'ils méprisent ; **par contre, à court terme, les offres de P. répondent exactement aux vœux de Hitler** et servent les intérêts allemands.

□ 4 pays qui deviennent de plus en plus des satellites et dans lesquels conflit entre pro-all et pro-nazis (cf. en Hongrie La Croix fléchée, en R. la Garde de fer...) :

- Finlande

* partiellement occupée par les All.

* prétend faire une guerre séparée X URSS

- Roumanie :

* germanophiles l'ont emporté sur les anglophiles en 1940

* dès 1940, R. (roi Carol) accepte la présence permanente sur son sol de troupes allemandes et obligée de céder à la Hongrie la Transylvanie et à la Bulgarie un petit territoire ⇒ violentes manif. des fascistes (la "garde de fer", dirigée par Horia Sima) ⇒

* sept. 1940 : général Ion Antonescu (nationaliste conservateur) préside le gouvernement, avec le titre de *Conducator* de l'État, le roi démissionnant et partant en exil. Régime militaire autoritaire, contre la "garde de fer" (très impopulaire), lâchée par l'All., qui toutefois la conserve comme moyen de pression

* la Roumanie s'associe d'emblée à l'attaque de l'URSS, et d'enthousiasme (désir d'annexions de territ.)

- Bulgarie :

* roi Boris III patronne (années 30>>>) une dictature réactionnaire appuyée sur les forces tradit.

* des troupes all. plus alliance avec Reich plus participation à camp. all. des Balkans

* ⇒ a annexé Macédoine et Thrace / Grèce

* mais se refusera >>> bout à attaquer l'URSS (profonde russophilie du pays, slave, depuis longtemps)

- Hongrie :

* amiral Miklos Horthy, régent

* régime qui dans les années 30 s'est rapproché du Fascisme (antisémitisme, STO, camps de concentration, etc.), ce qui a freiné la progression du fasc. hongrois (les "croix fléchées")

* pas de troupes all.

* pas de modif. des structures de l'État

* mais alliance, gains territoriaux importants (Slovaquie du Sud, Transylvanie, Ruthénie) et entrée en guerre X URSS

* les "croix fléchées" sont gardées en réserve par les nazis

□ Slovaquie de Mgr Josef Tiso, président de la République, qui entre en guerre X URSS et livre ses juifs à l'Allemagne ("réinstallés" dans le Gouvernement général de Polo.) en payant même leur **transport...**

□ Croatie :

- Yougoslavie entièrement démembrée

- Ante Pavélitch ("chef", *Poglavnik*) et ses Oustachis, seul cas de promotion au pouvoir d'un mouv. fasc. par leurs alliés et protecteurs de l'Axe, ici bien plus l'Italie fasciste que l'All. nazie (mouvement Oustacha fondé 1931 en Italie)

- théoriquement sous tutelle italienne : duc de Spolète (fils du roi d'It.) était destiné à régner sur ce territoire, agrandi de la Bosnie et de l'Herzégovine

- un État oustacha essentiellement terroriste, massacrant les Serbes, convertissant par la force au catholicisme (cautionné par la Vatican), et aux outrances telles qu'il provoqua des réactions allemandes (car accroît la vigueur de la résistance)

□ Bohême-Moravie :

- protectorat, mais en fait presque un cas de type 3°), car pas de min. des Affaires étrangères et de min. de la Défense

□ Serbie :

- sort type "zone libre" fr.

- roi Pierre et son gouv. ont fui en exil

- À sa tête : général Milan Neditch, un ultra-nationaliste, mais pas un fasciste

- un "Pétain serbe" ? mais :

* un gouv. mis en place par les All.

* confrontation immédiate avec une résistance farouche

* un gouv. fantoche, traité d'emblée en simple subalterne

□ Montenegro : dirigé par fascistes locaux

□ Grèce :

- Metaxas mort janvier 1941

- roi parti en exil

- double occupation (all. et ital.)

- dirigée par un cabinet collab. d'officiers sup., prolongeant la dictature de Metaxas : l' "État grec"

3°) Les pays d'administration civile directe

□ Gouvernement général Polo (Hans Franck) = ce qui n'a pas été annexé. Désigné sous le nom de "Gouvernement général" tout court. Sort semble avoir été réservé. Une forme de "désétatisation".

□ en URSS : 2 énormes Commissariats du Reich dirigés par des civils et regroupés sous la tutelle du ministère des Territoires occupés de l'Est (dir. par Rosenberg) :

- Ostland (États baltes plus Biélorussie)

- Ukraine

- 2 autres furent créés sur le papier et leurs commiss. désignés : la Moscovie (gros de la Russie au N de l'Ukraine) et le Caucase. Ni l'un ni l'autre ne prirent corps, du fait de la résistance sov.

- du reste ni l'Ostland ni l'Ukr. ne furent jamais intégralement transférés aux autorités civiles : de vastes secteurs restèrent **sous la dir. milit. comme faisant partie de la zone des combats...**

- Les territoires occupés de l'URSS sont par excellence le champ clos des rivalités entre responsables et services allemands

- Rosenberg ne réussit absolument pas à y imposer ses projets politiques de soutien aux nationalistes antirusses (ukrainiens ou baltes surtout)

- il se heurte au mépris général à l'égard de tous les Slaves qui anime les autres responsables, aussi bien de l'armée que des *Reichskommissariat* ou de la SS
- H. penche constamment dans le sens de ceux-ci
- de plus, les milit. sont souverains dans la zone des armées. Et ici, il n'y a pas de conflit entre eux et la SS, mais, au contraire, partage des tâches et collab. étroite, prévue dès avant l'invasion
- après le départ pour Londres de leurs souv., la ~~Norvège et les Pays-Bas~~ furent également régis par une adm. civile all., ou plus exactement une tutelle all. civile s'exerce sur une administration autochtone maintenue
- Vidkun Quisling = écarté du pouvoir, après qq jours de pouvoir personnel en tant que premier min. et min. des Affaires étrangères, et avant d'y revenir en fév. 1942 avec le titre de premier min. Mais son parti est devenu parti unique
- aux Pays-Bas, Sejss-Inquart *Reichskommissar*

4°) Les zones administrées par la Wehrmacht

- Belgique (plus Nord et Pas-de-Calais), N de la France (= "zone occupée"), B.M. un moment, Danemark
- En Belgique :
 - * le roi Léopold III se considère comme prisonnier et cesse d'exercer ses prérogatives royales de chef d'État (mais se remarie avec la fille d'un partisan flamand de la collab. avec l'All. et rencontre Hitler)
 - * Allemands s'appuient sur les "secrétaires généraux" de l'administration
 - * Léon Degrelle (Rexisme) : pour l'essentiel, participation, à guerre X URSS
- Danemark :
 - * gouv. danois >>> 1943, puis adm. milit. all. Danemark jamais en guerre avec l'All. !
 - * L'armée all. est présente (très peu : 200 h...) **mais n'exerce aucune espèce d'autorité de principe sur l'État et ses citoyens !** Et même des élections libres en 1943 !
 - * Mais tutelle du Reich est directement exercée par le "min. plénipotentiaire", repr. du min. des Affaires étrangères de Berlin
 - * et en restant sur place et en acceptant la situation de fait créée par l'invasion, les autorités danoises ne pouvaient échapper aux pressions allemandes
 - * ⇒ des volontaires pour la SS puis le front de l'Est, mais protection intégrale de la communauté juive
- zone des combats en URSS (≈ **Ostland et Ukr. partiellement, plus à l'Est une partie de la Russie**)

5°) L'avenir de la carte de l'Europe nouvelle

- Dans tout ceci, rien ne dévoile exactement les desseins à lg terme de H.
- Seule une victoire nazie aurait résolu avec certitude la q. des frontières futures du Reich et celle de ses relations d'après guerre avec les satellites voisins.

- On peut admettre que H. lui-même ne savait pas encore s'il absorberait la Belg., les Pays-Bas, et la F. de l'Est (la "zone interdite", ancien duché de Bourgogne), ou s'il en ferait un État flamand assujéti
- Il est plus probable que la B.-M. et la plus grande partie de l'anc. Polo. étaient déjà désignées pour l'annexion
- Ailleurs les formes futures de la domination restaient à établir

II. L'EXPLOITATION DE L' "EUROPE NOUVELLE"

- pour faire admettre aux autres peuples l'hégémonie all. et cette exploitation, H. invoque la "croisade antibolchévique".
- La fidélité au "système" se mesure par le degré de participation à la camp. de Russie et l'ampleur des persécutions antisémites

1°) Raciale

- bases idéologiques faciles à rappeler, darwinisme social confronté aux réalités de la Guerre mondiale, volonté d'intégrer les *Volksdeutsche*
- un aspect milit. : mythe obsessionnel de la race des seigneurs ⇒ nazis ne font appel qu'à **contrecœur aux troupes des pays satellites ⇒ va contre intérêt milit. sup. de l'All...**
- ghettos, camps de conc.
- politique du "tri" (ex. : les élites polo., les malades)
- conf. de Wannsee (20 janv. 1942), dans un faubourg de B. : plan d'extermination, confié à A. Eichmann (ex. 1961) :
⇒ la "solution finale" (expression employée pour la première fois par Reinhard Heydrich le 21 sept. 1939)
⇒ la *Choa*
- utile de connaître définitions des deux thèses "intentionnaliste" et "fonctionnaliste" :
- la première accorde foi aux propos de H., elle considère qu'il croie à son explication du monde par le racisme
⇒ l'antisémitisme doit être regardé comme le mobile fondamental de la politique nazie
- la deuxième tend à voir dans l'antisémitisme une couv. idéologique à des ambitions beaucoup plus classiques et banales (anticommunisme, et prise en compte impérialiste des intérêts éco. all.)
- extermination des Tsiganes avait été décidée dès sept. 1939
- extermination de > 3/5 des pris. de guerre soviétiques, et par Wehrmacht, qui en avait la responsabilité
- donner un aperçu sur les thèses négationnistes (dites "révisionnistes") :

- moyen le plus utilisé : l'hypercritique. Chercher dans l'immense littérature consacrée à la persécution nazie des erreurs ou des exagérations, que les négationnistes montent en épingle et ressassent indéfiniment pour jeter la suspicion / ensemble et nier tout en bloc

- notamment en France, idées de Robert Faurisson niant l'existence des chambres à gaz, et, partant, des camps d'extermination

- pour aller plus loin : G.Wellers, *Les chambres à gaz ont existé*, Gallimard, 1981, 230 p.

□ les preuves :

- archives allemandes :

* corresp. des ind.-constructeurs

* journaux de marche des Einsatzgruppen

* mais faire attention au vocable à double sens (ordonné par Himmler) : une "évacuation" est une déportation, les "salles de douche" sont les ch. à gaz

- témoignages des SS et des détenus

□ précautions :

- pas de ch. à g. partout (à Birkenau = Auschwitz II, mais pas Auschwitz I, par ex.), car d'autres "méthodes" (ass. indiv. et coll. pratiqué par nazis dans tous pays occupés)

- les résultats escomptés (13 M juifs éliminés) n'ont été atteints qu'à moitié (6 M), à cause du souci d'exterminer "productivement", *i. e.* après avoir profité de la main-d'œuvre

- bien sûr, les All. savaient : des diz. de milliers d'entre eux participent concrètement à l'extermination

□ autre problème : des inf. / camps d'extermination sont parvenues dès 1942 aux États-Unis et en Grande-Bretagne :

- mais elles n'ont pas été crues, ou silence fait sur elles, car :

- souvenir des "atrocités" dénoncées sans fondement pendant Première Guerre mondiale

- désir de ne pas insister / sort particulier de certaines victimes

- désir de ne pas provoquer terreur paralysant l'Europe

- éviter tensions avec monde arabe

2°) Économique

□ rendue de plus en plus nécessaire par la prolongation de la guerre et l'importance de la mobilisation de la noble race aryenne (6 M de mobil. en 1942)

□ prélèvement massifs de denrées agric. et prod. ind. :

- ex. : France livre 80 % pétrole, 70 % autos, 40 % bauxite

- démontages et transferts d'usines, etc.

- ⇒ les territ. de l'Est sont littéralement affamés (ration des Polo. fixée à 1/2 celle des All.)

□ France, Belgique, Pays-Bas, Norvège, puis Grèce et Yougoslavie durent supporter les frais d'entretien des armées d'occupation :

- délibérément gonflés

- servent à acheter (en France : 15 % prod. fr. blé, 20 % viande, 40 % fonte, quasi-totalité de l'alu., etc.)
- grâce au ravitaillement acheté ou saisi, l'All. put maintenir un niveau de consommation à peine réduit >>> la dernière année de guerre
- taux de change fixé arbitrairement par Berlin ⇒ mark surrévalué de 60 % en France, de 50 % en Belgique, de 42 % aux Pays-Bas...
- prises de participations dans entreprises :
 - Ex. : IG Farben impose particip. majo. dans ind. des colorants en France
- All. impose :
- l'autarcie, et des accords de clearing, à tous les pays d'Eur.
- or, le Reich achète beaucoup plus qu'il ne vend
- et le produit des ventes reste dans caisses de compensation à Berlin, les All. se servant des fonds, considérables !
- mais les All. ne tentèrent jamais sérieusement une organisation éco. nouvelle de tout le continent européen ⇒
- gradation : du pillage dans les territ. ordinaires >>>> réorg. dans territ. annexés
- certains conseillers de H. ont poussé à l'abolition des fermes coll. en URSS (mesure qui aurait pu gagner les paysans sov.), mais H. pensait que le plus imp. était de produire des céréales en masse
- la guerre se prolongeant à l'Est, les nazis ont tenté une remise en marche de l'ind. sov., d'abord délaissée, sans grand succès
- la politique de la terre brûlée pratiquée en URSS jointe aux procédés de l'adm. all. en Ukraine privèrent les All. d'une bonne part des avantages de l'atout de l'occupation d'une partie (riche) du territoire sov.
- ⇒ contradiction entre besoins éco. et dogmes raciaux
- main-d'œuvre :
 - vers été 1943, exigences croissantes en hommes des armées plus accélération du progr. Speer d'armement plus plafonnement du nombre des pris. de guerre (6 M) plus raréfaction des volont. étrangers ⇒ campagne de "recrutement" de Sauckel :
 - succès initial (1943 : 6 M de trav. étr.), puis brutal affaiblissement
 - au milieu 1944, les trav. étr. forment 20 % de la **main-d'œuvre en All.**
- concl. : une éco. de guerre médiocrement et tard organisée :
- rôle direct de Hitler dans ce retard
- c'est seulement en avril 1942 (mise en place d'un Conseil restreint de planification chargé de répartir les mat. 1ères) qu'Albert Speer, successeur de Todt au poste de ministre d'État aux Armements et Munitions, impose l'hégémonie de son ministère en matière d'armements, entraînant l'Allemagne vers une éco. de guerre totale
- c'est seulement au printemps 1944 que Goering soumet l'aviation à l'auto. du min.

- un conflit oppose Speer et Sauckel à propos de l'utilisation de la main-d'œuvre :

* Speer veut maintenir la main-d'œuvre chez elle, dans des entreprises au service du Reich

* Sauckel veut l'employer en All.

- l'instauration du Volksturm en oct. 1944 gêne la prod. massive

- les alliés se sont mieux adaptés à l'éco. de guerre nécessitée par la Deuxième Guerre mondiale

3°. Colonisation et germanisation

□ création au sein de la SS du Commissariat d'État au Renforcement de la Germanité (RKEVD), dirigé par Himmler (7 octobre 1939). Il lui incombait en particulier de préparer et de réaliser la colo. des régions conquises à l'Est, de nettoyer de leur pop. slave certains districts pour y installer des All.

⇒ expulsions de Polo., de juifs, etc. et installation de "Germanins"

⇒ début de réalisation du *Drang nach Osten*

□ les colons en Pologne :

- appel aux Volksdeutsche (= All. "de souche", émigrés depuis lgtemps dans div. rég. d'Eur. or. et mérid.). En deux ans, 500 000 demandes

- un nombre indéterminé de Reichsdeutsche (= hab. de l'All.) émigrent volontairement en qualité de fonctionnaires ou d'hommes d'affaires

□ les régions occidentales de la Russie :

- considérées c. espace vital destiné au *Herrenvolk*

- projets de colo. élaborés par min. des Territoires or. occupés (Rosenberg) : Slaves repoussés vers l'Est

□ l'int. de la Russie :

- projet de création d'un réseau de "marches frontières", où les colons all. se grouperaient en unités de défense dominant les principales voies de communication

- période de colo. durerait plusieurs générations

- des Slaves resteraient à prox. de ces centres de colo. (= main-d'œuvre à bon marché). La plupart seraient refoulés à l'est de l'Oural

□ dans ces deux derniers cas, tant que la guerre dura, le temps et les hommes manquèrent pour **s'attaquer sérieusement à l'œuvre de peuplement**

□ germanisation nazie :

- ≠ germ. **tradic.** (langue, lois)

- = incorporation massive de populations reconnues apparentées (Estoniens, Lettons, Scandinaves, **Flamands, Suisses...**) dans la race des seigneurs plus incorporation sélective d'individus d'origine non-germanique (des Tchèques, des Polo.)

III. LES REACTIONS DES DOMINES

Une majo. d'attentistes (soucieux de vie quotidienne) entre les mino. opp. de collab. et de résistants

1°) Les types de collaborations

a) La collaboration d'État (des gouvernements)

- les nazis n'installent aucun parti fasciste au pouvoir. Exception de Quisling et de son Rassemblement national (*Nasjonal Samling*), dont il est le *Fører* est à nuancer (voir plus haut). La logique de l'importance dans la guerre l'emporte sur la logique "raciale" : la France est plus imp. (sources éco., armée, empire colo., prestige culturel) que la Norvège (pourtant peuplée de "Germain")...
- cette collab. d'État a les préférences de l'All. nazie :
 - utilisation d'un appareil d'État vassalisé. Il faut avoir en face soi un pouvoir légal, dont l'autorité soit reconnue par la grande masse de la population et émuera la brutalité de l'oppression imposée par le vainqueur au vaincu
 - éco. d'une administration directe : le "vassal" fait exécuter ses propres lois et celles de l'All.
- elle est prônée ou acceptée par des partisans des régimes autoritaires (idéologie ancienne, calcul : l'All. sera vainqueur, haine des adversaires politiques : vengeance possible) ⇒ souvent mise entre parenthèses du nationalisme
- collab. des petits pays qui ménagent H. : Slovaquie, Danemark, Belg.
- collab. des pays sat., pro-allemands par int. politique, pour trouver une place dans l'Eur. nouvelle
- collab. type "premier Vichy" (Montoire >>> printemps 1942) :
voir plus haut

b) La collaboration des partis et des hommes politiques

- certaines mouvements d'extrême-droite :
 - fav. à l'établissement d'un régime autoritaire, voire de mesures antisémites
 - mais demeurent hostiles aux Allemands
 - cf. Maurras
- Le collaborationnisme (hommes s'engagent dans la collab. par engagement idéologique) :
 - au nom d'une "Europe nouvelle", qu'ils veulent fasciste et que cimenterait la "croisade antibolchévique" (⇒ LVF, etc.)
 - souvent hommes et mouvements tenus en réserve par Hitler (seules exceptions : Quisling à qui un rôle est dévolu en Norvège, et les Oustachis d'Ante Pavelitch en Croatie)
 - mais forte utilisation à partir de 1944 (cf. en Hongrie Horthy qui cède la place à Ferenc Szalasi et à ses Croix fléchées)
 - RNP de Déat, PPF de Doriot, Francisme de Bucard

- intellectuels (Brasillach, Luchaire, etc.)
- cet engagement va >>> engag. militaire (cf. Doriot et Léon Degrelle en URSS)
- et à l'utilisation dans la répression

c) Les collaborateurs par intérêt autre que politique

- industriels c. Renault
- commerçant
- artistes

2°) Évolution des collaborations

a) Durcissements et fascisations (de l'été 1941 à l'été 1943)

□ Causes générales

- première cause :

* besoins croissants en main-d'œuvre ont exalté mécontentements et renforcé considérablement résistance à l'occupation

* ces mesures ont laminé le crédit des pouvoirs autochtones qui s'y sont trouvés associés (choix cruciaux à faire, pour eux), alors que population avait compté sur eux pour atténuer les effets néfastes de l'occupation

- deuxième cause :

* guerre totale provoque réveil de l'opposition aux régimes de collab.

* guerre totale provoque l'appel (cf. URSS) à l'anticommunisme le plus exacerbé et donne un élan nouveau au collaborationnisme : une "croisade européenne X le bolchévisme"

- 3e cause : transformation de l'aspect ext. et int. de l'All. nazie :

* les échecs allemands

* 4e Fascisme (pouvoir de Himmler, recrutement pour la Waffen SS)

□ Quelques aspects nationaux

- 1er février 1942, Quisling prend la tête d'un gouv. norvégien, à la dde du *Reichskommissar* :

* à titre personnel, pouvoirs du roi et ceux du parlement

* équipe = "constellation" typiquement fasciste, entièrement dominée par membres du parti fasciste local

- en Bohême-Moravie, rôle essentiel = Heydrich (sept. 1941-27 mai 1942), puis Karl-Hermann Frank

- Pays-Bas glissent brutalement dans la "guerre totale" :

* Mussert devient déc. 1942 le "Führer du peuple néerlandais"

* persécutions X juifs

* envois massifs de main-d'œuvre en All.

- durcissement de Vichy, après le constat du "vent mauvais" :

- * Protocoles de Paris
- * Service d'Ordre légionnaire sous les ordres de Darnand
- * Oberg installe avril 1942 nouveaux services de police SS
- * Laval 22 juin 1942 : "Je souhaite la victoire de l'All. parce que sans elle le bolchevisme demain s'installerait partout." ⇒ Relève, obligation du travail (4 septembre 1942), STO (15 février 1943)
- * création Milice de Darnand 31 janvier 1943
- * mais passage à la Résistance d'anciens partisans de Pétain
- Grèce : création d'un appareil policier d'État (les "bataillons de sécurité")

b) Désengagements et désintégrations (de l'été 1943 à l'automne 1944)

□ Caractères généraux

- reflux de la vague nazie qui avait déferlé sur l'Europe entière depuis mars 1938
- perspective de la défaite all.
- des revirements, surtout des tentatives de désengagement parmi les forces collab.

□ Quelques aspects nationaux

- Danemark :

- * élections lég. à date normale (mars 1943) : rejet du nazisme
- * All. décident de garder les usines pour surveiller effort de production éco.
- * vaste mouvement de grèves
- * démission du gouvernement danois
- * armée d'occupation prend elle-même en charge les affaires

- Italie :

- * cas le plus net de la tentation (et de la tentative...) du désengagement
- * débarquement de Sicile (10 juillet 1943) ⇒ complot X Mussolini au sein du parti ⇒ le 24 juillet 1943, Muss. est désavoué par la majo. des dignitaires du "grand conseil" fasciste et dépouillé de tout pouvoir d'État
- * le lendemain, le roi lui enlève la dir. du gouv., puis il le fait arrêter
- * gouv. Badoglio dissout le parti fasciste, mais ne dénonce pas l'alliance avec l'All. Il négocie en secret avec les alliés
- * débarquement de Salerne (continent) le 8 septembre ⇒ roi et B. fuient Rome, Wehrmacht envahit l'Italie, Muss. libéré par un commando all. ⇒
- * République sociale italienne (de Salò), = retour au "premier Fascisme"
- * AMG des alliés (Allied Military Government)
- * puissance de la résistance italienne
- l'ex. italien pousse nbreux régimes à entamer des négociations secrètes avec Alliés occid. ou URSS (Finlande, Roumanie, Bulgarie, Hongrie) :
- * En Hongrie, réaction brutale des All. :

invasion du territoire (19 mars 1944)

fascisation complète et rapide de la H., mais sans que les "Croix fléchées" soient associées au pouvoir

mais Horthy continue à négocier, et annonce le 15 octobre 1944 qu'il a demandé un armistice

à l'URSS :

Or, officiers de l'armée décident de rester fidèles à l'alliance allemande X Horthy

et le territoire hongrois est vital pour la ligne allemande de front

⇒ destitution de H., déporté en All., "Croix fléchées" prennent pouvoir (Szalasi chef du gouvernement), armée hongroise s'acharne dans lutte X URSS

- à Vichy et Paris :

* entrée au gouv. le 1er janvier 1944 de Philippe Henriot (Propagande) et Joseph Darnand (Maintien de l'ordre)

* la Milice devient une police officielle

- et même une tentative de désengagement au sein du Reich :

attentat du 20 juillet 1944 (von Stauffenberg) : rôle des conservateurs et traditionnels

c) 1945 : sorties de scène

- effondrement des régimes collab., à mesure du recul de leur partenaire nazi aux abois
- départ pour l'All. de Pétain et Laval, agitation des collaborationnistes
- Roumanie et Bulgarie déclarent la guerre à l'All. en août et octobre 1944

3°) La résistance en Europe

des précédents : guérillos X armées nap., Risorgimento et Carbonari ital., geurre pop. russe 1812, rév. polo. 1830 et 1863, luttes d'indép. serbes X Turcs, francs-tireurs fr. 1870-1871 (cf. mouv. de résist. Francs-Tireurs)

a) Les types d'activité

- des attentats X soldats isolés ou collab.
- guérilla (la "guerre de l'ombre") : petits combats, danger des grands "maquis", armes. Immobilise des forces imp. : en 1944, par ex., les partisans yougosl. (300 000 h.) retiennent 24 div. all., 9 bulg., 3 hongroises (450 000 h. au total) plus 180 000 collab. Ex. célèbre de la Normandie, de la libé. du SW, des Alpes, du Massif central, de l'évaluation à équivalent de 15 div. par Eisenhower
- sabotage, dont accumuler obstacles aux exigences allemandes, être réfractaire, grèves : des formes de résistance passive
- renseignement, liaisons : radio, liaisons aér. ou nav. Imp. du SOE anglais (créé juillet 1940), passage d'aviateurs alliés, chaînes dév. (cf. Hautes-Pyrénées)
- action psychologique :

- presse : ensemble de la presse clandestine fr. tirait à 2 M ex./mois en 1944
- Éditions de Minuit, fonctionnement en Polo. d'un ens. sup. clandestin (car ens. sup. supprimé par les All.), tracts, etc.
- et aussi, dans régions occupées de l'URSS, rappel de l'existence du gouv. sov.

b) Résistance communiste et résistance non-communiste

je développe ici volontairement en débordant pour information

imp. capitale de l'attaque all. X URSS

le cas français :

- regroupement progressif des div. forces de la Résistance autour et sous auto. de De Gaulle

- rôle capital de Jean Moulin, parachuté en zone Sud en janvier 1942

- Front national (largement ouvert/droite du PCF) dont les FTP constituaient les forces armées

- CNR : 1943, présidé par J.M.

- FFI (printemps 1944)

- heurts réduits au minimum, mais min. comm. du GP reprochent aux services spéciaux et aux milit. de ne pas avoir assez soutenu maquis de 1944

- et un conflit s'annonçait pour l'exercice du pouvoir

le cas yougoslave :

- les conditions :

* ampleur de la lutte X occupant

* atrocité et énormité des pertes (10 % pop.)

* lutttes intestines au sein de la Résistance (cas le plus grave, après le cas grec)

* mouvement de Tito (J. Broz, secrétaire général du PC yougoslave, vieille habitude de la clandestinité) : Mouvement de Libération nationale. Promet établissement d'un État fédé.

* mouv. "tchetnik" (nom des "hors la loi" d'autrefois insurgés X Turcs) du col. Draga Mihailovitch (serbe, essentiellement), monarchiste

D'abord soutenu par la Grande-Bretagne, en liaison avec gouv. du roi Pierre II réfugié à Londres

anticomm. ⇒ attitude d'attente, car pense qu'une guérilla serait inefficace ⇒ se réparer pour le jour où la victoire alliée serait proche

Certains collab. même av. gouv. fantoche installé par les All. !

- la victoire de Tito sur les "tchetniks" : la Yougoslavie sera socialiste :

* Britanniques se rendent compte de l'efficacité du MLN dans lutte ; s'efforcent d'obtenir accord Pierre II - Tito, en vain

* or, Churchill rêve d'une vaste opération dans le "ventre mou" de l'Europe plus souci d'efficacité milit. Pense que "le nationalisme peut triompher du communisme", facilement, après guerre

* il sait que Staline ne joue pas carte de Tito X monarchie ⇒ à l'origine d'une décision d'une importance capit. pour sort de la Yougoslavie :

* les Britanniques cessent progressivement de soutenir Mihailovitch et accordent leur appui à Tito (fin 1943), soit qq semaines après la capitulation ital. ⇒ vide sur le terrain, aide aérienne à partir de l'Italie, un congrès des partisans (fin 43) désigne Tito c. chef d'un gouv. prov. et abolit la monarchie, aide Grande-Bretagne et États-Unis à Tito

* Britanniques rompent même totalement avec Mihailovitch, qui, peut-être engagea même des pourparlers avec Ante Pavelitch (⇒ fusillé 1946, terribles règlements de comptes 1944-1946...)

* les partisans de Tito libèrent presque totalement leur pays, et mettent en place structures politiques de la nouvelle Yougoslavie

* et/mais, sur la fin :

Aide matérielle de l'URSS

T. refuse aide troupes terrestres alliées

T. fait entrer la seule armée sov. pour compléter la libé. (notamment Belgrade)

T. se heurte aux Anglo-Saxons à propos de Trieste

⇒ rupture totale T./alliés occid. en 1945

- la Youg. devient socialiste :

* proclamation de la Rép. popul. fédé. de Yougoslavie nov. 1945, par le Front pop. (PC plus gauche PS), qui vient d'obtenir 90 % des voix aux élections

* dès 1945, S. a essayé de dominer le pays en noyant l'armée, l'administration, et le PC avec des hommes qui lui sont inconditionnellement dévoués

* mais les dirigeants yougosl., groupés autour de T., tiennent à préserver la Ligue des communistes (nationale) et à créer le socialisme sans tomber sous la tutelle de l'URSS

* création d'une Fédé. de 6 Rép. et de 2 régions auto.

* la Ligue des Communistes confisque tous les pouvoirs

□ le cas polonais, un des plus tragiques et sanglants :

- la situation de la résistance polonaise :

* nulle part ailleurs en Eur. l'occ. all. n'a été aussi dure, nulle part ailleurs la pop. ne fut aussi unanime dans la résistance. Le seul pays europ. sans collab.

* au départ, une situation qui rappelle celle de l'Eur. du N et du NW :

gouv. en exil du général Sikorski, en liaison avec l'Armée de l'Intérieur (A.K.), dirigée par off. de carrière, très efficace dès fin 1940. Il ne s'agit pas de révolution, mais de l'affirmation de la volonté de vivre de toute une soc. D'ailleurs l'A.K. a sa presse, ses univ., qui publient des ouvrages scientif. et décernent des diplômes

* conséquences de juin 1941 :

accords Sikorski/Staline dès juillet 1941

libé. des survivants des milit. polo. faits prisonniers par l'Armée rouge en sept. 1939

Mais le **Parti ouvrier (communiste, anciens dirigeants ont été liquidés par Staline...)** crée (mai 1942) une Armée populaire, rivale de l'A.K. :

* l'A.K. dépend du gouv. Sikorski de Londres, mais ravitaillement aérien appréciable seulement à partir de 1944 (Italie)

* Armée pop. dépend de l' "Union des Patriotes polo." (Moscou, déc. 1941), d'où émane le "Comité polo. de Libération" de Lublin (22 juillet 1944) ⇒ Gouvernement provisoire de Lublin le 1er janvier 1945

* en avril 1943, les All. ont révélé le massacre d'officiers prisonniers à Katyń, par les Sov. ⇒ demandes d'explications de la part de Sikorski ⇒ Staline rompt les accords de juillet 1941 et prend prétexte pour création du Comité de Lublin

- le soulèvement de Varsovie (1944) et ses conséquences immédiates :

* A.K. se soulève à V. le 31 juillet 1944

* décision plus politique que militaire : mettre les Sov. devant le fait accompli d'une lib. de la capitale par des résistants qui ne dépendent pas d'eux ⇒ imposer ainsi la légalité du gouv. de Londres

* or, ravit. diff. par les Anglo-Saxons

* armée sov. de Rokossovsky ne s'ébranle que le 41e jour de l'insurr. mais ne passe pas la Vistule

* parachutages russes ne commencent que le 44e jour

* au bout de 63 jours : anéantissement

* off. sov. de janvier 1945 traverse le territ. polo. à vive allure

⇒ A.K. dissoute, off. et soldats emprisonnés, accusés de tous les crimes, dont d'avoir collaboré

* Pologne pas concernée par accord Staline / Churchill d'oct. 1944. À Yalta, le Gouvernement de Lublin devient base du futur gouvernement d' "union nat." (⇒ sacrifice du gouv. de Londres) plus principe du "transfert" des frontières vers l'ouest

- l'ordre (nouveau) règne à Varsovie :

* nouveau pouvoir

* s'attelle à la reconstruction du pays

* élections libres prévues à Yalta et Postdam ont lieu en janvier 1947 seulement, et sont minutieusement programmées pour assurer une écrasante victoire comm. sur les partisans de Mikolajczyk, qui a succédé à Sikorski

* la coalition PC plus PS plus mino. du Parti paysan plus mino. du Parti démo. obtient 80 % des voix

□ le cas grec :

- les conditions :

* combats clandestins y ont ccé, contre dictature du général Metaxas, dès 1936. Le nom de "résistance" leur est d'ailleurs appliqué, pour la première fois en Europe

* gouv. (dictatorial) du roi Georges II réfugié au Caire depuis 1941. Dirigé par Tsouderos. Détesté par la grande majo. de la pop.

* ⇒ des mouvements de résistance, républicains, mais farouchement rivaux (heurts armés entre diff. mouvements de résistance) :

E.A.M.-E.L.A.S. = coalition démocratique dans laquelle les comm., bien que minoritaires au départ, jouent le rôle principal (E.A.M. = Front national de Libération ; E.L.A.S. = son organisation milit., l'Armée pop. de Libération nationale)

E.D.E.S. du général Zervas (= Armée démocratique nationale grecque), beaucoup - imp.

E.K.K.A. du colonel Psaros (= Ligue nationale sociale de Libération), beaucoup - imp. aussi

* soutien logistique des Britanniques (à tous)

* dans régions libérées, l'E.A.M. installe une administration et procède à des réformes sociales

* résistance la plus divisée d'Europe, mais, à la diff. de la Yougoslavie, les comm. ne réussirent pas à établir leur hégémonie

- élimination provisoire des communistes :

* l'opp. gouv. X org. de résistance grandit : ces dernières exigent qu'au moins le retour éventuel du roi soit précédé d'un référendum

* désir général de retour à la démocratie, d'ailleurs

* opp. entre mouvements de résistance, mais tout laisse à penser que l'E.A.M.-E.L.A.S. sera très bientôt maître du pays, après l'élimination des autres mouv.

* mais accord de Moscou Churchill-Staline 9 octobre 1944 :

donne mains libres à la Grande-Bretagne en Grèce

comme la direction du PC grec est très liée à Moscou, compromis avec la Grande-Bretagne :

E.A.M. ne sera qu'une composante du gouv. prov. ; E.L.A.S. passe sous commandement allié ;

troupes britanniques débarquent en Grèce. Elles ne combattent pas les Allemands, qui se retirent prudemment mais tranquillement, mais occupent le terrain (oct.-nov. 1944), Athènes (partiellement) surtout, de façon à empêcher les comm. de prendre le pouvoir !

* aucune épuration des collaborateurs par les Britanniques

* ils exigent désarmement de l'E.L.A.S. ⇒ manif. de prot. début déc. 1944, mitraillée par des francs-tireurs d'extrême-**droite**...

* heurts (légers, car l'E.L.A.S. ne veut rien commettre d'irréparable) avec les Britanniques en déc.

* E.L.A.S. contraint évacuer complètement Athènes début janvier 1945, après avoir procédé à une "épuration" (des anciens collab. ou supposés tels) très sommaire, qui retourne l'opinion contre lui

* Britanniques mettent en place un régent, Mgr Damaskinos, qui prépare la restauration de la monarchie

* et ils opèrent une liquidation *manu militari* de la résistance comm., sans protestation du Kremlin

* de plus, en déc. 1944, insurrection des troupes grecques du Caire, favorables à l'E.L.A.S., car leurs officiers ne cachent pas leur désir de retourner à une monarchie "forte" ; insurr. réprimée par les Britanniques

* par obéissance à Moscou, l'E.A.M. accepte en février 1945 la dissolution de l'E.L.A.S. et la remise de toutes les armes alors qu'il contrôle tout le pays sauf Athènes, depuis la retraite allemande

* cette liquidation et cette soumission préparent :

- la guerre civile grecque (1945-1949) :

* Britanniques installent partout des tribunaux milit. grecs, qui condamnent à tour de bras des résistants en assimilant leurs actes de résistance contre les Allemands à des délits de droit commun !

* une véritable terreur blanche, pendant que chefs du PC grec continuent à proclamer leur fidélité à l'accord de Moscou ! Mais des partisans grecs reprennent le chemin de la clandestinité

* c'est seulement le changement de l'attitude du gouvernement soviétique (dans le sens du durcissement à l'égard de ses anciens alliés) qui va faire évoluer la politique du PC grec (à partir de 1946) et lui faire décider progressivement le retour à la lutte armée (⇒ "Armée démocratique", commandée par le communiste Markos Vafiades). But, d'ailleurs : non pas le pouvoir, mais négociation avec le pouvoir royal !

* forme : guérilla, aidée par paysans, mal vue des citadins :

souvenir du départ d'Athènes en janvier 1945

propagande gouv., facilitée par aide apportée par Yougoslavie et Bulgarie aux comm. (qui tinent le Nord, surtout, et se font l'écho des revendications territoriales yougosl. et bulgares

* dans territoires contrôlés par l'Armée démo., installation d'un véritable État, le Gouvernement démocratique provisoire, auquel l'AD cherche à donner une capitale par un assaut contre les villes en 1947

* mais en 1947, les Américains prennent le relai des Britanniques ("doctrine Truman") :

aide milit. US sauve le gouv. grec

influence totale / lui : direction des opé. milit., en particulier

* atrocité de la guerre civile :

bombardements, dont au napalm

camps "de rééducation" pour les jeunes

déplacements forcés de populations campagnardes

* autres causes de la défaite communiste :

rupture Tito-Staline (été 1948)

décision stupide (fin 1948) d'abandonner la guérilla pour la guerre classique. Cause : Markos Vafiades a refusé de s'associer à la condamnation de Tito ⇒ évincé en fév. 1949 et remplacé par des incapables ⇒ 30 000 combattants (dont 10 000 femmes) contre plus de 200 000 soldats !

* Markos Vafiades réfugié en URSS, exclu du PC grec pour "titisme", réhabilité 1956, exclu de nouveau en 1961. Travaille comme ouvrier horloger. Retour à Athènes en 1983. Député socialiste 1985>>> Mort en 1992

* écrasement final en août 1949

* conséquences :

exil de plusieurs dizaines de milliers de Grecs

au moins 50 000 morts

bagnes

disparition de la gauche grecque pour des années & séquelles psychologiques considérables

c) Recrutement et programmes

□ recrutement :

- des équipes d'officiers et d'agents des services de renseignement militaires furent souvent, en raison de leur savoir technique, les cellules mères, puis les cadres et les instructeurs

- longtemps des mouvements très peu nombreux

- imp. du S.T.O., etc.

- les revers allemands, à partir de 1943, transforment les groupes de résistance occidentaux en mouvements de masse

- la campagne de travail forcé de Sauckel chassa des milliers de jeunes gens dans les maquis

- importance de l'org. de réseaux, avec fonctions cloisonnées, limitation numérique

- imp. org. de mouvements, qui se dotent parfois de véritables administrations

⇒ tous les mouv. ont inévitablement rencontré les anciens partis (⇒ dépendance ou indépendance)

□ un phénomène national :

- pas d'unif. ni de coordination européenne

- mais des cas de rencontres internationales. Par ex., le Mouvement de Libération nationale de Tito s'entretient avec le CLNAI (Comité de Libération nationale de la Haute Italie) des futures frontières.

Sur les Alpes entre Français et Italiens

□ programmes :

- patriotisme : la Résistance fut d'abord une lutte patriotique pour la lib. de la Patrie, et, pour beaucoup, cet objectif fut le seul

- lutte X totalitarisme

- la plupart des résistants n'avaient pas pris de part active à la politique avant le conflit : la résistance leur donna le goût d'une action d'un type nouveau en ce domaine

- volonté de réaliser des réformes politiques et sociales

d) Les alliés et les mouvements clandestins

□ imp. évidente, mais Résistance joue un faible rôle dans préoccupations des alliés

□ probl. jamais évoqué dans son ensemble, ni dans conversations interalliées

□ mais action concertée avec les Anglo-Saxons, notamment avant Overlord

□ quand Résistance devient une pomme de discorde, les trois Grands sont prêts à abandonner la fraction qu'ils soutiennent

□ la Grande-Bretagne :

- rôle majeur (et de Churchill) :

* dès la rencontre de l'Atlantique (août 1941) fait inscrire dans principes stratégiques des alliés "l'assistance aux groupes de résistance dans les pays occupés" (à ce moment, la Résistance n'est encore qu'une espérance !)

* été 1940 à l'automne 1942 : toute la résistance en Europe vit de l'aide anglaise

* en janv. 1944, l'aide brit. à la France est encore 10 fois supérieure à l'aide US !

- BBC

- S.O.E. (Secret Operations Executive) : chargé former agents qui, envoyés / continent, auront mission de recruter et instruire petits groupes pour effectuer, sur commande, des sabotages

- à la fin de la guerre, la Grande-Bretagne jouera un rôle moindre :

* une certaine méfiance

* rôle a diminué dans l'ensemble de la guerre

* Résistance occidentale ravitaillée par les Américains

* rôle prépondérant URSS à l'Est

□ l'URSS :

- évolution exactement inverse

- >>> 21 juin 1941, position (au mieux) d'attente. Cf. internements rebelles à l'occupation allemande de la Pologne et qui furent le sort très dur des pris. de guerre plo. en URSS

- de 1941 à 1943 : sort précaire de l'URSS lui interdit de jouer directement rôle hors de ses frontières. De plus, évite de prendre position dans querelles qui opposent entre eux les clandestins dans tous les pays. URSS proclame nécessité d'une sorte d'union sacrée

- Stalingrad>>> :

* à l'Ouest : maintien attitude de prudence et de non-intervention

* à l'Est : refus d'intervenir opposé aux Anglo-Saxons dans ce que l'URSS considère comme son domaine réservé

* ⇒ rôle important dans la div. en zones d'influence

□ les États-Unis :

- rôle longtemps faible :

* Résistance = genre de lutte aux antipodes de la guerre ind. et mod. à l'US

* rôle en Europe n'est devenu capital que dans les dernières années de la guerre

* expérience de l'Afrique du Nord leur fait considérer la Résistance comme un imbroglio

- OSS (Office of Strategic Services)

- rôle matériel considérable en 1944-1945

- Résistance de l'Eur. de l'Est abandonnée aux Sov. pour éviter frictions

CONCLUSION GENERALE

- incohérence entre objectifs de types différents. Pillage plus qu'organisation éco.
nécessité de protéger la "forteresse Europe" l'emporte sur l'organisation de l'Eur. nouv.
- importance des hommes et de leurs attitudes : nazis, appuis pour collab., résistants
 - seule la Croatie avait été livrée entièrement au pouvoir fasciste des sinistres *Oustachis*
 - l'arrivée de Quisling à la tête du gouvernement norvégien au début de 1942 montre que les temps changent
- 1945, "année 0" : une Europe encore plus affaiblie qu'après Première Guerre mondiale
 - plus division selon le "rideau de fer", mais suscite espoir d'une Europe unie, le substantif "Eur." changeant de sens et de connotation